



EMMANUEL MACRON  
MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

Paris, le 25 septembre 2014

## **Clôture du forum annuel ASMEP-ETI**

### **Intervention d'Emmanuel MACRON**

Madame la présidente, mesdames, messieurs, je suis très heureux d'être ici ce soir avec vous, même trop rapidement, mais je m'étais engagé il y a une dizaine de jours en vous croisant, à au moins passer et entendre les quelques mots que vous venez de prononcer et pouvoir vous dire quelques mots. Je suis donc heureux d'être ici, d'abord parce que j'y ai des amis, ensuite parce que vous êtes, et c'est un peu l'idée que vous exprimiez, les piliers de notre économie dans le sens où vous êtes précisément les PME qui avaient réussi, qui se sont déjà inscrites dans le long terme, et le futur de nos grands groupes, là où nous sommes dans un pays qui trop souvent oppose les grands groupes à ces PME, de gauche comme de droite, on aime toujours beaucoup les PME. Mais on oublie trop souvent de dire qu'en France, si nous n'avions pas les grands groupes, nous serions à peu près l'équivalent de l'Espagne et on vit constamment dans cette schizophrénie constante. Je dirai que vous avez la beauté de la chauve-souris en quelque sorte, c'est que selon qu'on vous regarde d'un côté ou de l'autre, vous êtes un peu la PME et un peu le grand groupe, le meilleur des deux mondes.

Mais ce qui m'importe, et j'y reviendrai, c'est que vous êtes les grands groupes en devenir parce que si notre capitalisme, si je puis dire, a une faiblesse, c'est parfois l'immobilisme de ses plus grands leaders. C'est que quand on regarde le CAC 40, il n'a pas fondamentalement changé en 25 ans et il faut créer cette aspiration qui viendra de vous. Heureux enfin parce que le sujet du jour, le long terme, le capitalisme de long terme, celui sur lequel vous venez de revenir, c'est précisément ce dont nous avons besoin tous, vous comme les pouvoirs publics, c'est-à-dire de pouvoir se projeter ensemble, sur ce que sont les vrais enjeux de notre économie, au-delà des vicissitudes du quotidien, au-delà des postures, au-delà de ce qui peut se dire ou se commenter, dans une société qui, trop souvent, finalement, tourne sur elle-même ou sur le jour d'après. Alors vous l'avez dit, vous représentez 5.000 entreprises, 80.000 emplois, 82 milliards d'investissements depuis 2009 quand tant et tant ont fait le dos rond durant cette période et vous êtes finalement suffisamment grands pour moins que d'autres, avoir la hantise de la semaine qui vient et votre structure capitaliste, est ainsi faite que vous n'avez pas non plus, l'obsession du reporting qui est trimestriel ou mensuel que les marchés trop souvent imposent et donc cette réflexion ne m'étonne pas qu'elle vienne d'acteurs comme vous.

Seul le prononcé fait foi 1

Alors, le moment auquel nous nous parlons, vous l'évoquiez aussi dans votre propos madame la présidente, est un moment difficile de notre économie, il est difficile parce que nous sommes aujourd'hui, sur le plan macro-économique, dans un contexte où nos déficits publics sont encore trop importants, malgré les efforts engagés, où la compétitivité de notre pays n'est pas encore en retournement, et où la croissance européenne est insuffisante pour tirer la France à elle seule. Et donc c'est, ce triangle ainsi dessiné qui est une zone particulièrement dangereuse où chaque pas que nous faisons ensemble est important, et où les perspectives qu'on peut ensemble, se dessiner, sont décisives parce que c'est ainsi qu'on pourra construire les choses et finalement je suis venu vous dire deux choses, ce que je compte faire avec vous et ce que j'attends de vous. Alors, ce que je compte faire pour la politique économique, d'une manière rapidement brossée et j'y reviendrai dans les semaines qui viennent, mais c'est d'être vigilant à quelques points.

D'abord, celui de la stabilité, parce qu'il n'y a pas de long terme sans stabilité, parce que finalement l'une des maladies et nous avons été coupables aussi de cela, c'est le changement permanent. C'est la brutalité des décisions successives, c'est l'absence de visibilité, c'est des décisions qui se prennent tous les six mois, parfois tous les mois qui conduisent à des retours en arrière ou d'autres. Non, il faut maintenant vous donner de la stabilité jusqu'en 2017 et cette stabilité, elle a quelques ancrs, quelques points fixes. Les 50 milliards d'économies sur trois ans par rapport au tendanciel. Alors j'en entends, beaucoup voudraient faire davantage, surtout ceux qui ont augmenté les dépenses quand ils étaient aux manettes, d'autres ne voudraient ne plus rien faire sous prétexte que la période est plus difficile. Je crois que c'est notre responsabilité que de faire ce que nous avons dit. La stabilité des dépenses publiques, la baisse même des dépenses publiques du gouvernement s'est faite l'année dernière. C'est une première en trente ans, elle se stabilise sur les collectivités locales et la Sécurité sociale, de manière encore insuffisante et on va commencer à la stabiliser en valeur comme on dit dans ce jargon qui est parfois dur à comprendre. Il faut faire plus, il faut bien sûr qu'elle baisse. L'objectif que nous devons avoir, c'est de ramener notre dépense publique qui est aujourd'hui de 57 % du PIB à 50 % à horizon 22. Et les 50 milliards nous mettent sur cette trajectoire. Si nous arrivons à cela, déjà si c'est exécuté proprement surtout, alors chacun aura pris ses responsabilités et joué son rôle. C'est la première stabilité que nous vous devons.

La deuxième stabilité, c'est celle des engagements fiscaux et sociaux, le crédit d'impôt compétitivité emploi, le pacte de responsabilité et de solidarité, avec les allègements y afférant à un niveau-là aussi qui n'avait jamais été atteint, alors on peut toujours faire plus, faire différemment, ça a été annoncé, ça a été pris en compte, ça a été concerté, nous allons le faire et nous le ferons et ça a été réaffirmé même lorsque le gouvernement a eu à revoir, parce que la croissance n'est pas au rendez-vous de ce qui avait été prévu, nous aurions pu, certains voulaient même que nous décalions les engagements pris, ça n'a pas été décidé, stabilité donc des décisions prises. Ces décisions elles doivent devenir une réalité, elles sont en train de devenir une réalité pour ce qui est du crédit impôt compétitivité emploi et il faut les accompagner sur le terrain et ça sera, là aussi, ma responsabilité. Il faut l'expliquer aux acteurs, c'est à vous de le faire vivre. Les décisions politiques sont de belles âmes éthérées tant qu'elles ne sont pas sur le réel, c'est-à-dire dans vos comptes de résultats, dans votre trésorerie et tant

qu'elles ne déclenchent pas des décisions d'investissements. Et donc là, ma responsabilité c'est que cela intègre votre quotidien, et qu'ensemble nous puissions aussi de manière très pragmatique, procéder aux ajustements nécessaires quand ils le sont. Si parfois ça ne marche pas, si parfois c'est trop compliqué, je suis totalement prêt à recevoir vos suggestions, vos idées, vos recommandations pour que ces décisions soient une réalité, stabilité donc.

L'accompagnement, c'est le deuxième point, l'accompagnement c'est une forme moderne de volontarisme politique, alors je ne vais pas en faire la litanie sur tous pans de ma responsabilité ministérielle, mais pour ce qui est en particulier des ETI, l'Etat, les services, BPI France, et de nombreux acteurs privés sont sur le point de mettre en place ce qu'on a appelé un accélérateur de PME, précisément pour sélectionner chaque année, une série de PME et d'ETI qui ont vocation à pouvoir constituer ce CAC 40 de demain. C'est-à-dire repérer les plus méritants, les plus compétitifs, les plus prometteurs et les accompagner sur le plan financier, stratégique, industriel, afin de les conduire au meilleur niveau. Cet accompagnement il est nécessaire, il doit aussi passer par des mesures très simples de simplification, d'accélération des processus et là, nous avons tout un programme qui sera transcrit dans la loi dans les mois prochains et qui est coproduit par Thierry MANDON et moi-même ; sur ce sujet aussi, j'attends vos suggestions, vos propositions parce que les meilleurs artisans de la simplicité, c'est vous, parce que vous en êtes les utilisateurs, vous savez bien mieux que l'Etat ou les pouvoirs publics, comment simplifier les procédures, comment les rendre plus efficaces. Vous savez bien mieux me dire quand vous avez trop de guichets qui rendent inutiles parfois certains dispositifs ou trop longs.

Troisième priorité, l'investissement. Vous l'avez évoqué je pense tout au long de votre journée, lorsqu'on croît, lorsqu'on gagne de nouveaux marchés, lorsqu'on ambitionne d'en conquérir de nouveaux, on a besoin d'argent, on a besoin de financement et d'investissement. Il y a quelques jours, le président de la République avait organisé des assises du financement durant lesquelles il a pu procéder à plusieurs annonces importantes, l'objectif étant de créer précisément les conditions favorables à un investissement en France. La BPI joue pour ce qui est des ETI françaises, un rôle important, elle a plusieurs fonds mis en place, un fond ETI 2020, elle a octroyé 2,5 milliards de financement en 2013, l'objectif c'est de faire deux fois plus d'ici 2020. Les assureurs doivent être aussi mobilisés, on parle de la BPI, c'est normal, c'est un acteur qui est, si je puis dire, à notre main. Mais tout le monde sait que ce pays vit dans un paradoxe qui est d'avoir une épargne financière abondante, mais massivement orientée vers des investissements non productifs. Ce n'est pas une fatalité, il y a des solutions à ça, à réglementation constante, il y a la capacité à mobiliser l'argent des assureurs précisément, sur la production française. C'est l'objectif de plusieurs fonds qui ont été créés, dont le fonds NOVA créé en 2013 et qui concerne directement les ETI.

On peut, on doit aller plus loin, c'est l'objectif qui a été fixé par le président de la République de ramener cinq milliards, c'est un minimum, on peut faire beaucoup plus en allant chercher les fonds d'épargne salariale et des caisses de retraite pour les réorienter plus massivement vers les actions françaises et européennes. Cette mission a été confiée à René RICOL et il rendra dans les prochaines semaines ses conclusions, mais qui sont des conclusions très opérationnelles, parce qu'aujourd'hui il y a une sous allocation de ces acteurs. On doit aussi se battre sur le terrain de la régulation, on a régulé d'avantage les

Seul le prononcé fait foi 3



banques et les assureurs, je pense surtout aux assureurs que nous évoquions. Était-il normal que cette régulation conduise à ce que les assureurs financent moins bien nos économies ? SOLVENCY II est une aberration à cet égard parce que c'est une régulation qui a été laissée à la main de techniciens de l'assurance sans aucun pilotage politique, sans qu'un débat politique sur le financement de nos économies puisse être conduit.

Et donc, dans la feuille de route de la prochaine commission, le président de la République l'a déjà remis à l'actuel président et en reparlera à Jean-Claude JUNCKER, le financement de l'économie européenne, par les acteurs, en particulier les assureurs a été mis sur la table et sera un terrain de jeu sur le moyen long terme. Il y a plusieurs réformes qui s'imposent aussi, je ne vais pas, je vais vous faire grâce ici et ne pas vous les égrainer, mais il faut réformer, rendre plus opérationnelles les procédures collectives, nous y reviendrons dans les prochains mois et améliorer au jour le jour les modalités de financements sur les différents niveaux du bilan. On doit bien évidemment encore aller plus loin et on doit aller plus loin aussi sur le plan fiscal, je lirai avec attention vos propositions pour l'investisseur de long terme et je vois bien de quoi il s'agit sur ce que peuvent être les améliorations du pacte DUTREIL ou de ce que sont les holdings animatrices aujourd'hui. On peut sans doute aller plus loin aussi sur les avantages octroyés à celles et ceux qui réinvestissent dans le capital productif. Et ça ce sont les voies d'améliorations que nous devons suivre ensemble.

Au-delà de la stabilité, de l'accompagnement, de l'investissement, c'est enfin la libération de l'activité que je veux mettre au cœur de mon action. Libérer l'activité ça passe par toute une série de mesures très concrètes, on vit trop souvent en France et c'était l'un des messages que je voulais vous faire passer ici, dans l'idée qu'une grande réforme est possible qui sauvera tout. Généralement d'ailleurs, je parle en connaissance de cause, on imagine cette grande réforme lorsqu'on ne gouverne pas, on oublie rapidement les contraintes qui ont présidé à notre action au quotidien lorsqu'on allait gouverner. Donc la grande réforme, je pourrai vous dire, la grande réforme ça sera la grande réforme fiscale ou la grande réforme du code du travail qu'on va simplifier. Les mêmes qui le disent sont ceux qui l'ont alourdi, c'est une production collective et transpartisane dans cette affaire. Non, il faut travailler mais de manière très pratique, au quotidien avec vous pour alléger là où c'est possible, partout, traiter la simplicité et réussir à sortir, je vous entendais monsieur évoquer la fin de la lutte des classes, il faut partout sortir d'une conflictualité stérile, vous avez raison.

Si la solution pour la survie des entreprises en France c'est la suppression des droits des salariés, alors vous savez quoi, personne ne le fera parce que ça ne marchera pas. Par contre, il y a un débat mature à conduire ensemble dans ce pays qui est de montrer à tous que certains droits sont des droits formels, qui aujourd'hui ne représentent finalement pas tant que cela pour ceux qui pensent les détenir et beaucoup de contraintes pour ceux qui les subissent et qu'on peut peut-être collectivement améliorer la chose en en faisant des droits plus réels, partagés par tous. Des efforts partagés pour simplifier les choses et enlever de la conflictualité dans notre société parce qu'elle en a trop pour qu'on puisse avancer et donc, lorsque je parle de libérer de l'activité, ça veut dire, simplifier les procédures, ça veut dire remettre en cause les blocages inutiles ou injustes, dans le droit du travail, dans le droit des sociétés, dans la fiscalité. Ce sont autant de sujets difficiles, j'appelle ça des petites réformes, pour dédramatiser, mais lançons

Seul le prononcé fait foi 4

le débat même entre nous, vous verrez très rapidement qu'elles ne sont pas consensuelles. Le travail du dimanche, le travail en soirée, l'urbanisme commercial, les seuils sociaux, il y a des tas de choses à faire pertinentes que nous allons conduire, mais elles doivent se faire en dédramatisant ce qu'elles sont, en regardant la réalité de ce qu'il y a derrière, en ne stigmatisant nulle camp, sinon, nous n'avancerons pas.

Et donc, c'est bien en essayant d'avancer dans un esprit qui est à mes yeux, l'esprit de l'entreprise qu'on peut réussir à créer de l'activité. Je veux aussi qu'on puisse réformer, c'est un vœu pieu que je poursuis depuis longtemps mais je compte avec votre aide menée, l'épargne salariale et l'intéressement parce qu'elle contribue à cette réconciliation capitaliste au sein de l'entreprise. Et donc ces chantiers multiples qui seront au cœur de la loi Croissance que le Premier ministre et le président de la République m'ont demandé de porter, ce sont les instruments de cette libération de l'activité qui sera au cœur de ce que je vous dois et de ce que je veux conduire. Alors maintenant qu'est-ce que j'attends de vous, en quelques mots, parce que le gouvernement, les pouvoirs publics dans ce pays trop souvent viennent voir comme ça, même rapidement les gens et puis leur disent, toutes les promesses que j'ai à vous faire, tout ce que je peux vous donner etc, j'ai essayé d'expliquer ce que nous avons fait, ce que nous allons faire, mais comme nous sommes impécunieux, que les temps sont difficiles et que la bataille est rude, j'ai besoin de vous et j'attends plusieurs choses de vous qui à mon avis, sont à portée de main.

D'abord, mais j'ai lu vos travaux précédents et je sais l'esprit qui vous anime, d'être des exemples, je vais vous dire pourquoi. Ce ne sont pas des bons sentiments que je vous demande, on est dans un pays compliqué, si j'ai accepté la mission qui m'a été confiée, ce n'est pas pour gérer les choses, c'est pour essayer de les bouger, mais on ne fera rien dans ce pays si les décideurs politiques décident que les seules choses intéressantes sont les petits événements politiques et tournent en rond entre eux, mais si les décideurs économiques considèrent que le pays lui-même est foutu. On parle toujours de l'Allemagne comme une référence, je n'ai jamais vu un patron allemand parler de l'Allemagne comme j'ai entendu plusieurs patrons français le faire de la France. Ce pays ne se relèvera pas si les décideurs économiques, dont vous faites partie, dont vous êtes les fers de lance, ne croient pas qu'il se relèvera. Et donc quand je parle de responsabilité, elle est collective et ce que j'attends de vous c'est d'être exemplaires, c'est d'être exigeants vis-à-vis des pouvoirs publics, ça c'est votre job, je n'ai pas de problème avec ça, de nous faire des propositions et de nous faire des reproches. Mais vous, pour ce qui dépend de vous, parce que c'est la contrepartie de cette exigence, de croire dans votre pays, de croire dans la capacité collective que nous avons à réussir, de mobiliser des collectivités humaines que vous dirigez, ça ne se décrète pas la fierté, ça ne s'impose pas. Ce que je sais, c'est quand on ne l'a plus, on ne peut pas aller bien loin.

La deuxième c'est d'être aussi exigeants avec l'écosystème dans lequel vous avancez, les grands groupes d'un côté, et je serai exigeant avec les grands groupes parce qu'ils ont une capacité à tirer notre économie, ils doivent le faire, ils vont capter la croissance à l'internationale, ils vont la tirer, mais qu'ils se souviennent aussi d'où ils viennent, qui ils sont, mais les plus petits aussi, vous êtes la cheville ouvrière de plusieurs filières industrielles et le fonctionnement en filière est constitutif de cette économie. J'ai besoin de vous en tant qu'agregateur si

Seul le prononcé fait foi 5



je puis dire de ces filières, pour qu'on puisse avancer groupé, collectivement et là aussi je suis preneur, en contrepartie, de vos propositions très précises pour améliorer les choses, pour les fluidifier, pour vous faciliter la vie, mais pour que tout cela puisse progresser ensemble, parce que finalement, il n'y a de long terme que lorsqu'on est ancré sur son sol, que lorsqu'on sait d'où on vient, où on est.

Enfin, ce que j'attends de vous, c'est de m'aider, de nous aider, à recréer les conditions de la confiance, c'est-à-dire de la transparence collective. On évoquait le crédit d'impôts compétitivité emploi, je veux redire ici qu'il va majoritairement aller aux PME et aux ETI, un milliard et demi de financement dès 2013, il va presque doubler en 2014, l'INSEE a publié la semaine dernière une enquête qui indique que les deux tiers des entreprises vont utiliser ce CICE pour l'emploi et l'investissement, c'est bien, c'est ce qu'on attend, mais il faut créer les conditions de la transparence, trop de gens dans ce pays pensent que le CICE servira à aller aux dividendes ou à augmenter les salaires de ceux qui ont déjà un emploi, ce qui n'était pas l'objectif et donc collectivement on doit créer les conditions de la transparence pour montrer que l'outil fonctionne et expliquer à quoi il est utilisé. C'est un peu cet esprit aussi du capital français qu'on veut changer parce qu'il n'y aura de capitalisme français de long terme que si ce capitalisme est aussi plus ouvert.

La force du capitalisme allemand que vous évoquiez, c'est vrai c'est qu'il y a un capitalisme familial qui a été plus favorisé qu'en France, vous avez raison, mais c'est aussi que ce capitalisme familial il est, il faut bien le dire, plus délibératif, plus ouvert qu'en France, plus associant, plus inclusif avec les salariés, avec les autres forces productives. Je ne suis pas en train de dire qu'il faut créer demain des assemblées générales dans toutes les PME, ETI de France et qu'il faut commencer à expliquer toutes les décisions de gestion, mais c'est l'esprit pour les plus grandes entreprises que nous avons eues lorsqu'on a voulu faire rentrer des salariés au Conseil d'administration parce que, tout le monde progresse en étant associé, mais au-delà de ça, c'est la responsabilité collective de créer plus de transparence, de savoir mieux expliquer. Parce que c'est comme ça que les acteurs peuvent se remobiliser. Notre société s'étirole de la défiance, elle s'affaiblit parce que les gens ne se font pas confiance entre eux, entre les acteurs économiques et les pouvoirs publics et souvent entre acteurs économiques eux-mêmes et ça c'est notre responsabilité collective, c'est ce que j'attends de vous, de contribuer à le redresser.

Alors vous le voyez, c'est un peu une feuille de route commune que j'ai commencé à esquisser, donc ce que j'attends maintenant ce sont vos contributions, vous avez compris que j'aurai le premier texte et c'est un esprit d'exigence réciproque que je veux que nous ayons, je ne ferai jamais de promesses en l'air ou de choses que je ne sais pas faire. Mais je n'accepterai jamais non plus l'unilatéralisme des relations que trop souvent les uns et les autres ont dans ce pays avec les pouvoirs publics. L'Etat à qui on demande de maigrir, qui est sous une pression constante, ne peut pas en même temps, être celui qui peut tout régler tous les problèmes. Par contre ce que je sais c'est qu'en s'expliquant toujours les choses, en dressant un cap commun, en cherchant ensemble à obtenir les mêmes résultats, alors on peut recréer la confiance pas à pas, alors on peut surtout réobtenir des résultats, parce qu'on parle de capitalisme à long terme, c'est ça qu'il faut construire ensemble, ce sont toutes les réformes à venir, mais ce dont notre économie a besoin, vous comme moi, ce sont de

Seul le prononcé fait foi 6



résultats, c'est d'améliorer vos résultats dans ce pays, c'est d'améliorer vos résultats à l'international et tout ce que je ferai au quotidien sera pour vous y aider.

Et donc c'est cette confiance de long terme que je veux construire avec vous, c'était le message, trop rapide que j'étais venu ici vous délivrer, mais dans cet esprit de responsabilité partagée, dans le cadre duquel je compte travailler avec vous pour les mois et les années à venir.

Voilà, merci beaucoup.

Contact presse :

Cabinet Emmanuel MACRON : 01 53 18 45 13 – [sec.mein-presse@cabinets.finances.gouv.fr](mailto:sec.mein-presse@cabinets.finances.gouv.fr)